

La Crimée : le destin d'une péninsule

Colloque INALCO

Lundi 2 juin 2014

L'Occident et la Crimée : les dangers du « *business as usual* »

Dans la longue crise géopolitique provoquée par les pressions russes sur Kiev, l'occupation de la Crimée et son rattachement *manu militari* à la Russie auront été un point tournant. Passé l'effet de surprise, les dirigeants occidentaux ont pu faire preuve d'une certaine complaisance vis-à-vis des arguties historiques russes et discours à géométrie variable. Une complaisance déguisée en pseudo-réalisme et prétendu bon sens : « Ce qui est fait est fait, n'en parlons plus ».

Selon cette approche, une question territoriale comme celle de la Crimée serait comparable à une querelle de mitoyenneté (nous forçons le trait). La vraie politique, celle qui importe, serait de l'« économie concentrée » et le « *business as usual* » devrait reprendre au plus vite. Ce n'est pas là notre thèse. Une telle approche sous-évalue la portée des événements et leur signification. Elle révèle de graves failles intellectuelles et morales.

Le révisionnisme russe

Au préalable, un rapide retour sur les faits s'impose : en moins de trois semaines, l'Etat russe s'est emparé de la presqu'île de Crimée, détachée par la force de l'Ukraine continentale. D'une taille et d'un poids démographique non négligeables (26 100 km² et 2 millions d'habitants), ce territoire a aussi une grande valeur géostratégique. Pourtant, là n'est pas l'essentiel.

Le rattachement de la Crimée est un acte de brigandage international qui viole les principes sur lesquels l'ordre public européen est fondé. Il ne s'agit pas ici d'invoquer un monde idéal dans lequel toute violence serait bannie ou de se référer au droit et à la morale posés comme des idéalités platoniciennes.

Dans l'affaire de Crimée, ce sont les règles de juste conduite du système de coopération géopolitique européen, progressivement développées, selon une dialectique entre politique et morale, qui sont en jeu. La Russie a violé les frontières d'un Etat internationalement reconnu depuis 1991. Un Etat qui - à travers l'ONU, le Conseil de l'Europe et l'OSCE - est partie prenante du concert des nations. Ce révisionnisme géopolitique n'est donc pas anodin.

Les dirigeants russes se sont dédités, ce qui remet en cause la confiance que leur parole pouvait encore inspirer à leurs homologues et partenaires. En effet, la Russie avait officiellement reconnu les frontières de l'Ukraine, à travers les accords et traités internes à la CEI, le mémorandum de Budapest (1994) ou encore le traité d'amitié et de coopération signé entre Moscou et Kiev (1997).

Il n'y a donc rien d'ordinaire et d'usuel dans l'affaire de Crimée. Le révisionnisme géopolitique russe pourrait inaugurer le retour à des formes de darwinisme politique qui ont précédemment mené l'Europe au bord du gouffre.

De fait, il faut conserver à l'esprit la grande fragilité de la structure géopolitique européenne. Ainsi, plus du quart des frontières des pays membres du Conseil de l'Europe ont été tracées après la période 1989-1991. La Crimée est donc un dangereux précédent.

Une grave erreur d'interprétation

Jeter un voile pudique sur ces faits, avec l'espoir d'un retour rapide à la normale, serait une grave erreur d'interprétation de la politique russe et de ses ressorts profonds.

L'analyse des discours et représentations géopolitiques qui la fondent et la lecture du discours de Poutine à la Douma, le 18 mars 2014, lors du rattachement de la Crimée, mettent en évidence trois grands thèmes : le revanchisme, le révisionnisme et, sur un plan plus large, le réunisme.

Le *leitmotiv* est la revanche sur l'issue de la Guerre froide et la dislocation de l'URSS. Poutine dénonce la division du « monde russe » et justifie l'extension des frontières de la Russie aux territoires abritant des populations de langue russe.

Le révisionnisme géopolitique découle de la volonté proclamée de revanche. Il est l'expression et le prolongement naturel de cette politique du ressentiment. Nous en avons souligné les dangers.

In fine, le réunisme consisterait à resatelliser tout ou partie des Etats de l'aire post-soviétique et il a désormais pour vecteur la future Union eurasiatique. Ce réunisme est le prolongement de la doctrine de l'« étranger proche ».

Dans cette grande entreprise, nul besoin de préciser que Poutine n'est pas guidé par une sorte d'esthétisme politique. L'idée directrice est de reconstituer une force d'opposition à l'Occident, dans une logique de revanche et de puissance.

Après la Géorgie, en août 2008, la Crimée constitue un nouveau départ. La suite des événements dépendra du degré de résolution des Occidentaux, de leur cohérence et de leur continuité dans l'effort commun pour contrarier ce projet.

La partie se joue dans la durée, sur plusieurs théâtres et dans différents champs d'action. Elle requiert une grande fermeté sur les principes et les positions de départ, ce qui nous ramène à la Crimée.

Même en l'absence de solution pratique, à court et moyen termes, les principes doivent être respectés et il faut tenir la ligne.

« *Business as usual* » et malaise de l'Occident

Enfin, la tentation du « *business as usual* » n'est pas seulement le révélateur d'un manque d'intelligence politique. Elle met en évidence une difficulté à réviser de fausses représentations, à penser le monde tel qu'il va.

Le modèle économiciste-utilitariste est le noyau dur des représentations occidentales que dominent les questions socio-économiques et la conservation de soi (à l'instar de Louis Dumont, nous pourrions parler d'« idéologie économique »).

Cette vision du monde nie l'autonomie du politique, compris dans son essence, et les lois du tragique (le perpétuel affrontement des contraires). Les conflits sont réduits à de simples marchandages dans lesquels rien de fondamental et d'existential ne serait en jeu. Le présentisme l'emporte sur la longue durée.

La croissance économique, le libre commerce et le déploiement de la technique nous achemineraient donc vers un point oméga. Le reste - c'est-à-dire la paix, la sécurité et la liberté -, nous serait donné de surcroît. Dès lors, le plus important serait de revenir au « *business as usual* ».

Le mal est profond. Il fait penser à ce que Leo Strauss écrivait sur le nihilisme de la science politique moderne et son relativisme. Il appert que les modes de fonctionnement des démocraties électorales, dans lesquelles l'analyse des sondages tient lieu de réflexion politique, retentit sur nos perceptions extérieures.

Plus proche de nous, la « fin de l'Histoire » de Francis Fukuyama n'est pas un *running gag*. Son analyse est une description finalement convaincante de l'état et de la disposition d'esprit des sociétés occidentales post-modernes.

En raison de cette « psycho-politique », il semble plus difficile qu'autrefois d'anticiper les situations de détresse et de relever les défis. A l'évidence, le monde du « dernier homme » est dépourvu de toute dimension héroïco-sacrée.

En conclusion

En conclusion, la Crimée, l'Ukraine dans sa totalité et, plus largement, les confins orientaux de l'Europe sont les lieux où se joue l'épreuve des volontés. Et ce n'est qu'un début.

De fait, nous ne sommes plus dans l'immédiat après-Guerre froide. Les temps sont autres, l'illusion de la paix par le commerce se dissipe et le « *business as usual* » n'est décidément plus praticable.

Le retour au politique s'impose, avec pour arrière-plan métaphysiques lois du tragique, et le « souci du monde » doit guider les hommes de bonne volonté.

In fine, il nous faut penser le pire, et s'y préparer, pour qu'il n'advienne pas.

Jean-Sylvestre Mongrenier

Chercheur associé à l'Institut Thomas More